



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n° 110 du 20 octobre 2019

Au sommaire :

- **Vive la révolte des cheminots**
- **De la rébellion à la lutte révolutionnaire pour l'extinction du capitalisme... - Bruno Bajou**
- **Solidarité avec les Kurdes contre le cynisme sanglant de Trump, Erdogan, Assad et autres dirigeants de l'ordre capitaliste - Yvan Lemaitre**

Vive la révolte des cheminots

Depuis jeudi soir, les cheminots ont « posé le sac » dans un profond mouvement de colère, en plein départ de congés et face à une campagne haineuse.

En début de semaine, des agents de la région parisienne ont fait valoir leur droit de retrait suite à plusieurs agressions de conducteurs. Depuis des années, la direction de la SNCF et le gouvernement laissent se dégrader les conditions de transport des voyageurs de banlieue, les lignes et les gares qui se réduisent à des distributeurs de billets. Toujours moins de personnel et au final, c'est le conducteur qui subit seul les conséquences de cette politique.

Le 16 octobre, une collision entre un convoi exceptionnel et un TER dans les Ardennes a fait déborder le vase. Le conducteur, privé de moyens de communication, seul et même blessé, a dû laisser ses 70 passagers (dont 11 blessés) pour aller prévenir en urgence un train en sens opposé et éviter la catastrophe !

La nouvelle a fait le tour des roulants, les syndicats réclamant en particulier le retour des contrôleurs sur les TER, supprimés au mépris de la sécurité. Les dépôts de droit de retrait ont fait tache d'huile sur tout le réseau, touchant en particulier les trains Intercités, les TER, les lignes RER et même les TGV Ouigo. Le mouvement s'est répandu très rapidement. Dès vendredi 8h, 60 % de trains étaient supprimés et le mouvement se poursuit, malgré les menaces de sanctions.

En se battant, les cheminots défendent la collectivité

La catastrophe ferroviaire a été évitée de justesse, mais cette situation n'a rien d'accidentelle. Elle est le résultat de cette politique de réduction des coûts, des moyens de sécurité, pour la sacro-sainte « productivité ». Comme partout, la direction et ses spécialistes suppriment des

postes, réévaluent le « risque », réorganisent, taillent dans les collectifs de travail, sans jamais s'exposer ou en subir les conséquences.

Face à l'ampleur du mouvement des cheminots, les médias se sont dépêchés de trouver des experts du « droit de retrait », discutant doctement s'il est recevable ou non... sans rien dire sur l'accident lui-même et la responsabilité de la SNCF dans ce qui aurait pu être une vraie tragédie. Ils préfèrent se joindre au chœur des déclarations de Philippe contre « *une grève sauvage* », du secrétaire d'Etat aux Transports contre « *une grève surprise hors du cadre légal* » ou de Pepy qui étudie « *la voie judiciaire* » !

Mais la colère des cheminots est profondément légitime. Ils défendent leurs conditions de travail, la sécurité des usagers, leurs conditions de transports. Ils luttent contre l'irresponsabilité sociale des classes possédantes et de ceux qui les servent, qui ne pensent qu'à supprimer des postes alors que le chômage bat son plein. Tout cela pour engranger plus de profits, au détriment de l'intérêt collectif.

Exercer notre « droit de retrait » contre le capitalisme

La campagne haineuse contre les cheminots révèle une chose, c'est la crainte de ce beau monde quand les travailleurs sortent du cadre habituel du « dialogue social » pour exprimer directement leur colère, sans préavis ! C'est un des acquis des mouvements des Gilets Jaunes et de ceux qui se poursuivent aujourd'hui, aux urgences, dans l'éducation, les pompiers...

La rapidité avec laquelle le mouvement s'est répandu, bousculant la direction de la SNCF, montre la force collective des travailleurs sans lesquels rien ne tourne dans cette société. La question de la suite est posée non seule-

ment aux cheminots mais à l'ensemble des travailleur.e.s du public comme du privé. La préparation de l'affrontement avec le pouvoir est en discussion. La grève du 5 décembre pour les retraites est en ligne de mire, c'est bien une grève générale que nous devons ensemble construire en prenant l'affaire en main comme l'ont fait les cheminots.

La régression sociale portée par Macron et ses donneurs d'ordre est bien un « *danger grave et imminent* » pour la collectivité. Exerçons notre droit de retrait, contestons leur pouvoir sur toute la société.

De la rébellion à la lutte révolutionnaire pour l'extinction du capitalisme...

Le succès de la « *semaine de rébellion internationale* » organisée par Extinction Rebellion (XR) du 5 au 12 octobre dernier, s'inscrit dans le prolongement des « *Friday for Future* » des 20 et 27 septembre derniers qui ont rassemblé plusieurs millions de jeunes manifestants à travers le Monde.

A Paris, à Londres, à Berlin, à New York, à Sydney, dans une soixantaine de grandes villes, les militants de XR ont réussi une série d'actions de blocage pour dénoncer l'inaction des gouvernements face au réchauffement climatique. Cette action a été précédée à Paris par l'occupation pendant 18 heures du centre commercial Italie2, en convergence avec d'autres collectifs, de Gilets Jaunes, le comité Adama. Puis la place du Châtelet a été occupée, dans une ambiance festive et militante, pendant toute une semaine avant une tentative de blocage de l'Assemblée Nationale interrompue par l'intervention de la police qui a dû évacuer un par un des manifestants pacifiques mais déterminés.

Une nouvelle génération militante

Extinction Rebellion qui est né il y a seulement un an en Grande Bretagne existe désormais dans 56 pays. Ce mouvement de désobéissance civile veut mettre la question climatique au cœur des débats politiques en multipliant des actions spectaculaires variées, manifestations, blocages, occupations de place, de centres commerciaux, même si leurs revendications restent confuses.

XR comme *Youth for climate*, à l'origine des grèves de la jeunesse, expriment avec leurs limites l'éveil politique de toute une génération de jeunes et de très jeunes face à la crise climatique. Cette mobilisation pour le climat qui prend de l'ampleur partout dans le monde depuis un an, pousse de fait l'ensemble du mouvement vers une remise en cause du système capitaliste.

Car cet éveil traduit d'abord la montée de la colère et de la méfiance à l'égard des gouvernements dont les belles paroles officielles, prononcées lors des sommets sur le climat, apparaissent de plus en plus clairement en décalage total avec l'absence de volonté politique d'agir à la hauteur des enjeux. D'autant que l'*« écologie »*, la *« transition écologique »* sont devenues pour les gouvernements comme les multinationales la justification d'un « capita-

lisme vert » voire de nouvelles mesures d'austérité contre les populations qui ne font qu'aggraver la situation.

Ces nouveaux mouvements qui bousculent les organisations environnementales traditionnelles traduisent une volonté nouvelle d'agir directement et collectivement sans plus attendre, et après des décennies de grands-messes sur le climat, d'agir hors des cadres institutionnels.

Et de fait la conscience écologique de cette génération se transforme à travers sa mobilisation, se dégageant, en partie, des idées moralisatrices sur les comportements individuels auxquelles les gouvernements voudraient bien cantonner la jeunesse... Ainsi Macron au lendemain de la journée du 20 septembre conseillait aux jeunes d'aller nettoyer les plages plutôt que de manifester !

Face à ces nouvelles luttes les gouvernements hésitent entre bienveillance et répression. A Londres comme à New-York, il y a eu des dizaines d'arrestations mais, à Paris, à la surprise de ses organisateurs, l'occupation de la place du Châtelet s'est déroulée sans intervention policière. Le gouvernement hésite à réprimer des militants pacifiques en plein cœur de Paris, lui qui tente désespérément de se donner, à peu de frais, une image progressiste « écologiste ».

Cette vague de colère de la jeunesse qui traverse aujourd'hui le monde constitue un tournant dans les luttes écologiques, un élément important de la nouvelle période ouverte par la crise généralisée du capitalisme. C'est à travers l'expérience quotidienne de l'incurie des classes dominantes que se construit une nouvelle conscience politique à l'échelle du monde dans la jeunesse et au-delà. Cela peut donner à la question climatique un potentiel révolutionnaire si le mouvement parvient à prendre confiance dans sa capacité à transformer la situation et à se dégager des peurs qui désarment.

Une mystique catastrophiste impuissante ou une volonté de lutte confiante dans les capacités révolutionnaires des opprimés

Car les inquiétudes soulevées par la prise de conscience de la gravité de la situation comme de l'inaction des gouvernements alimentent aussi une vision pessimiste de l'avenir qui s'exprime, sous une forme prétendument moderne, dans les théories de l'effondrement ou collapsolo-

gie qui se discutent depuis quelques temps en particulier dans la jeunesse. Ces pseudo théories, réactionnaires sur le fond, affirment qu'il est trop tard pour empêcher que la crise écologique n'entraîne l'effondrement de la société humaine actuelle, voire que cet effondrement serait finalement souhaitable pour refonder une nouvelle société.

Si la menace d'effondrement est bien réelle, la vision cataclysmique qu'en donnent les collapsologues nourrit un mysticisme qui ne peut conduire qu'à la résignation et à l'impuissance. Alors que la conscience de la gravité de la situation peut au contraire alimenter une lucidité sur la logique des rapports de force qui nourrit la volonté de lutte.

Une banderole de la place du Châtelet, résume tout l'enjeu de cette prise de conscience... « *l'espoir meurt, l'action commence* »... S'il ne manque pas de charlatans pour s'appuyer sur ces peurs légitimes, c'est en même temps cette inquiétude qui pousse la jeunesse, non à se résigner face à la catastrophe annoncée, mais au contraire à se mobiliser pour agir.

Agir pour changer la situation est à l'opposé des théories des collapsologues qui désarment, dépolitisent parce qu'elles rendent une Humanité abstraite, voire la science, le progrès, la surpopulation, responsables de la situation avec des relents de malthusianisme.

Il ne s'agit plus de discuter de l'ampleur de la crise climatique, ni même des mesures à prendre pour la conjurer mais de comprendre ce qui empêche les gouvernements de mettre en place ne serait-ce que les mesures recommandées par les scientifiques qu'ils ont eux-mêmes convoqués. La crise écologique est une question sociale et politique car en posant la question de la relation entre la société humaine et son environnement, elle oblige à penser les contradictions du fonctionnement de cette société de classe, de cette société capitaliste.

Les gouvernements sont incapables d'agir face à la crise climatique parce qu'ils sont d'abord au service de classes dominantes dont la seule logique est la course au profit à court terme. Le pouvoir de décision n'est pas entre les

mains des gouvernements et encore moins de sommets sur le climat mais dans celles d'une classe minoritaire dont la domination repose sur la propriété capitaliste qui lui permet de contrôler toute l'organisation de l'économie mondiale. Et ces classes dominantes s'accrochent à leur système en crise qui ne se survit qu'au prix d'un parasitisme de plus en plus insupportable, d'une accentuation de l'exploitation du travail humain, du pillage des richesses naturelles et des ravages sociaux et environnementaux que cela entraîne.

C'est ce système qu'il faut changer et pour cela, et c'est toute la contradiction de la situation actuelle, la société humaine dispose de capacités techniques, scientifiques sans précédent comme existe en son sein, à l'échelle du monde, une classe de salariés, plus jeune, plus instruite, plus interconnectée que jamais dans l'Histoire. Ce sont ces progrès qui ouvrent la possibilité d'en finir avec cette société d'exploitation et d'oppression.

Nous voulons aider les jeunes à inscrire leur prise de conscience et leur lutte dans une continuité historique qui nous porte et nous nourrit, une continuité que les classes dominantes ont salie et calomniée pour l'effacer des consciences tellement elles la craignent. Leur révolte contre ce système en faillite s'inscrit dans la continuité de la lutte collective des classes opprimées, la lutte commune « *de l'humanité souffrante qui pense, et de l'humanité pensante, qui est opprimée* », pour reprendre la formulation de Marx.

Loin du pessimisme réactionnaire des théories de l'effondrement, nous voulons aider la nouvelle génération à s'emparer des idées de la contestation révolutionnaire, à renouer avec le marxisme, à le faire vivre en prenant conscience des contradictions et des possibilités qu'ouvre la période actuelle, pour œuvrer collectivement à formuler et mettre en œuvre une réponse globale à la crise globale du système pour une transformation révolutionnaire de la société.

Bruno Bajou

Solidarité avec les Kurdes contre le cynisme sanglant de Trump, Erdogan, Assad et autres dirigeants de l'ordre capitaliste

« *C'est un grand jour pour la civilisation* », a proclamé le 17 octobre Trump, emphase morbide pour vanter le prétendu « *cessez-le-feu* » conclu à l'issue d'une rencontre entre le vice-président américain Mike Pence et Erdogan. Ce « *cessez-le-feu* », « *une pause* » dit la Turquie, impose aux Kurdes les volontés de la Turquie, saisir toutes les armes lourdes des Forces démocratiques syriennes (FDS), essentiellement l'YPG, branche armée du PYD lui-même, branche syrienne du Parti des travailleurs kurdes (PKK), détruire leurs fortifications, quitter une « *zone de sécurité* » de 32 km de largeur le long de la frontière désormais placée sous contrôle de l'armée turque. Ce sera certes un

répit dans le calvaire que vivent les Kurdes sous les bombes et les tirs en rafales, plus de 500 morts, des milliers de blessés, plus de 200 000 hommes, femmes, enfants fuyant sur les routes mais un répit qui n'est qu'une étape dans l'offensive militaire turque et qu'Erdogan n'hésitera pas à rompre si il n'obtient pas ce qu'il veut.

La forfanterie de Trump exprime son cynique mépris des peuples dans la continuité de son retournement, le 9 octobre, qui donnait le feu vert à l'offensive turque dite « *Source de paix* » en annonçant le retrait des troupes américaines stationnées le long de la frontière au nord de la Syrie. Ces forces avaient été déployées pour soutenir

les forces kurdes dans leur combat contre l'Etat islamique (EI). Le retournement de Trump abandonnait les combattants et la population aux bombes et à la mitraille des troupes d'Erdogan.

Ceux qui ont combattu Daesh au prix de leur sang -11 000 morts, des milliers de blessés- sont désignés comme des terroristes, abandonnés à la soldatesque turque et à ses supplétifs arabes parmi lesquels se trouvent de nombreux djihadistes. Un tel cynisme sanglant est à l'image de la politique et des rivalités des puissances internationales et régionales dont les Kurdes comme l'ensemble des peuples du Moyen Orient sont victimes.

Au mépris des peuples

« Combattre entre plusieurs groupes, on le fait depuis des centaines d'années. Les USA n'auraient jamais dû mettre les pieds au Moyen Orient. Ces guerres stupides et sans fin, c'est fini. Les US ont dépensé trois trillions de dollars au Moyen Orient, en combats et opérations de police. Des milliers de nos magnifiques soldats y sont morts ou en sont revenus grièvement blessés. Des millions de gens sont morts de l'autre côté. Intervenir au Moyen Orient, c'est la pire décision jamais prise... dans l'histoire de notre pays. Maintenant, nous sommes en train de rapatrier, à pas comptés et avec toutes les précautions requises, nos soldats et nos militaires. Nous nous recentrons sur notre grand dessein. » déclarait Trump pour justifier son retournement contre les Kurdes. Ces propos sont dans la continuité de la politique engagée par Obama après la catastrophe de la guerre en Irak et l'échec en Afghanistan. Ils l'accentuent et soulignent son cynisme au regard d'une situation qui se détériore et que les premiers et principaux responsables sont incapables de maîtriser.

Le tollé d'indignation des politiciens et jusqu'au Pentagone manque pour le moins de sincérité même s'il exprime leur inquiétude devant les conséquences de leur propre politique, celle des États américains, allemand ou français, de cette guerre dite contre le terrorisme qui en fait aliamente celui-ci et entretient une guerre permanente et sans issue.

Le 16 octobre, la Chambre des représentants, le parlement américain, a adopté à une très vaste majorité une résolution condamnant la décision de Donald Trump de retirer les troupes américaines du nord de la Syrie comme « une erreur ». Présentée par des élus démocrates et républicains, cette résolution « s'oppose à la décision de mettre fin aux efforts des États-Unis pour empêcher les opérations militaires turques contre les forces kurdes syriennes dans le nord de la Syrie ». Elle a été adoptée par 354 voix contre 60, avec l'approbation de 129 républicains sur les 197 siégeant à la chambre basse. Un camouflet pour Trump mais qui n'avait aucun effet contraignant pas plus que l'appel adressé à Erdogan à « cesser immédiatement » ses opérations dans le nord de la Syrie et à « respecter les accords existants ». Loin de dévier de sa trajectoire, alors que lui-même appelait la Turquie à met-

tre fin à son opération militaire en annonçant une série de sanctions, Trump a mis les points sur les i : « *Nous n'avons pas besoin d'être engagés dans des guerres sans fin, nous ramenons nos soldats [...] J'ai gagné l'élection sur cette base. Que ce soit bien ou mal, c'est comme ça! [...] Si la Turquie pénètre en Syrie, c'est une affaire entre la Turquie et la Syrie, ce n'est pas une affaire entre la Turquie et les États-Unis comme beaucoup de gens stupides voudraient vous le faire croire* » et de qualifier le PKK de « menace terroriste » « probablement » plus grande que l'État islamique.

« La Turquie a mis les États-Unis à genoux »

Tel est le titre, jeudi soir, d'un quotidien progouvernemental turc. Juste avant la signature du cessez le feu, Erdogan réitérait son refus de consentir aux demandes des dirigeants américains. « *Ils nous disent de "déclarer un cessez-le-feu". Nous ne pourrons jamais déclarer un cessez-le-feu* » tant que la Turquie n'aura pas chassé « l'organisation terroriste » de la frontière. Il estime aujourd'hui que le prétendu cessez-le-feu répond à ses deux principaux objectifs, écraser les milices kurdes installées en Syrie, qu'il qualifie de « terroristes » et trouver un territoire où installer une partie des 3,6 millions de réfugiés syriens qu'a accueillis la Turquie. Victoire politique aussi pour Erdogan qui constraint deux des principaux dirigeants américains à venir à Ankara, chez lui, négocier la prochaine étape de sa guerre avant qu'il aille rencontrer Poutine.

Il peut espérer ainsi, en flattant le chauvinisme et les nostalgies de l'empire ottoman, gagner du temps face au mécontentement populaire croissant qui s'est manifesté lors des dernières élections municipales. L'AKP, son parti, a scissionné. Son ancien premier ministre Davutoglu doit bientôt créer son nouveau parti, comme l'ancien ministre de l'économie. La révolte contre la corruption généralisée et la dictature policière se conjugue à un mécontentement social croissant face à la dégradation des conditions de vie. Ce sont des préoccupations d'ordre intérieur qui ont, pour beaucoup, décidé de la date de l'opération. C'est une guerre aussi contre le peuple turc. La fuite en avant nationaliste et guerrière offre un sursis au dictateur avant que ne vienne l'heure des comptes quand les conséquences de la paranoïa du dictateur frapperont de plein fouet toute la population.

Bachar-Al-Assad et ses amis les Russes, les sinistres gagnants de la sale guerre turque

Le vide laissé par les forces spéciales américaines a été immédiatement mis à profit aussi par Bachar Al-Assad, vers lequel les Kurdes syriens se sont tournés. La tenaille s'est refermée. Les Forces démocratiques syriennes (FDS) qui contrôlaient ces territoires depuis 2015, ont commencé à s'effacer devant les nouveaux maîtres des lieux. Et aujourd'hui, elles se plient au diktat du dit cessez-le-feu. Damas va pouvoir imposer la plupart de ses conditions aux Kurdes alors que son allié la Russie prend la main dans la région.

Cette dernière entretient par ailleurs de très bonnes relations commerciales avec la Turquie -bien que celle-ci soit membre de l’Otan- notamment avec l’achat des S-400, système de défense antiaérienne et antimissile mobile, et peut ainsi être au centre des négociations.

La trêve prend fin, officiellement, le 22 octobre. C'est précisément à cette date qu'à Sotchi, en Russie, Erdogan est reçu par son « *ami* » Poutine. Jeudi dernier, les ministres russe et iranien des Affaires étrangères ont fait savoir qu'« *il est nécessaire de parvenir à une stabilisation durable, à long terme de la situation sur la rive est de l'Euphrate, fondée sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Syrie par le biais du dialogue entre Damas et Ankara, ainsi qu'entre les autorités syriennes et les représentants des Kurdes syriens* ». La Russie et l'Iran se disent prêts à encourager ces contacts et un accord qui maintiendrait Assad au pouvoir récupérant l'intégralité de son territoire. Une victoire pour la dictature au prix de plus de 500 000 morts syriens.

Terrorisme et cynisme d'État nourrissent Daesh

Personne n'est en mesure de prévoir les conclusions des pourparlers ni les rapports de force qui vont se construire dans les semaines qui viennent. Mais une chose est sûre, Trump et ses amis de la coalition internationale, dont la France, seront bien incapables de rétablir un semblant d'ordre au Moyen-Orient, lieu de rivalités féroces entre puissances régionales que les grandes puissances, y compris la Russie, sont incapables de maîtriser. Avec à la clé, la renaissance de l'État islamique sous une forme ou une autre. L'instabilité va nourrir le terrorisme, de nombreux djihadistes vont se retrouver libérés par la déroute de la coalition et de ses alliés. Un rapport du conseil de sécurité des Nations unies estimait le 15 juillet 2019, que près de 30 000 combattants de Daech étaient emprisonnés ou s'étaient évaporés dans la nature en Syrie et en Irak. Et de nouvelles vocations ne manqueront pas d'émerger, suscitées par les trahisons, les fourberies, la violence et les destructions, le désespoir et la haine, les frustrations engendrées par le chaos social et politique.

Les fruits pourris de la contre-révolution à l'œuvre depuis 2011

Ce chaos est la conséquence directe des folles guerres impérialistes contre l'Irak et l'Afghanistan puis des manœuvres des grandes puissances après le Printemps arabe, en 2011, qui vit les principaux alliés de Washington renversés par des soulèvements populaires. En Syrie, les grandes puissances mirent en place une politique visant à remplacer le régime d'Assad par un autre, plus docile à leurs intérêts. Sous la pression de leurs manœuvres et de celles de leurs alliés régionaux en rivalité entre eux, la contestation

sociale et les exigences démocratiques furent étouffées puis écrasées par une guerre civile et confessionnelle. La Syrie devint un champ de bataille entre milices rivales, jeux meurtriers à travers lesquels Assad, soutenu par la Russie et l'Iran réussit à sauver sa dictature au prix d'une désorganisation totale d'un pays mis à feu et à sang.

Il n'y a pas de stabilisation possible sans un changement social et politique radical en rupture avec les batailles entre les forces religieuses intégristes réactionnaires et les dictatures mais aussi avec l'impasse des nationalismes qui enferment les peuples, dont le peuple kurde, dans une impasse.

Seul un pouvoir démocratique et révolutionnaire pourrait garantir le droit à l'autodétermination et la paix

Notre solidarité avec le peuple kurde n'est pas un alignement sur les positions des directions nationalistes ni la reprise à notre compte du mythe du Rojava « autogestionnaire » mais une solidarité internationaliste consciente du fait que le piège sanglant dont les peuples du Moyen Orient sont prisonniers est aussi la conséquence des politiques nationalistes dont ils n'ont pu se dégager. C'est aussi là que résident les limites des révolutions du Printemps arabe qui ont laissé le terrain aux forces religieuses réactionnaires comme aux manœuvres des différentes puissances tant régionales qu'internationales pour soumettre la révolte des peuples à leurs intérêts rivaux.

La question sociale et démocratique a été écrasée sous le terrorisme des uns et des autres mais le potentiel progressiste et démocratique, révolutionnaire de 2011 n'a pas épousé ses forces pas plus que la lutte du peuple kurde pour le droit à l'autodétermination. Elle trouvera les moyens organisationnels et politiques de surmonter les divisions pour affirmer une politique de classe indépendante des manœuvres des différentes puissances comme des forces religieuses. Cette politique, c'est celle des travailleurs et des classes populaires. Ils ont repris l'offensive en Algérie, au Liban aussi. L'instabilité est partout et l'impasse des politiques qui respectent le cadre du capitalisme est patente. L'avenir à reconstruire dépend de la capacité des classes exploitées à s'organiser pour leurs droits et la lutte pour conquérir le pouvoir. C'est ce qui manquait au Printemps arabe, des organisations de classe ayant une stratégie claire pour une issue démocratique et révolutionnaire à la faillite des dictatures et à leurs adversaires fondamentalistes comme, par-delà les frontières aux rivalités des puissances capitalistes. Ici, la solidarité des travailleurs est de prendre en main ce combat de classe internationaliste.

Yvan Lemaître